

Et c'est ainsi qu'Allah est grand !

Islam & technologie

« Le mélange du jargon technocratique occidental et du pathos de l'ordre moral islamique [...] définit toute la politique du nouveau régime [algérien]. »

Adresse aux révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays, Internationale situationniste, 1965.

« Le pétrole, le gaz conventionnel et de schiste, les énergies renouvelables sont des dons de Dieu. »
Abdelazziz Bouteflika, président algérien, 2015.

« Croyants, obéissez à votre calife et soutenez votre État qui devient plus fort de jour en jour grâce à Dieu. [...] Rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et autres ordures de l'Occident »¹. Parmi ces « ordures occidentales » le marxisme, les Lumières, le nationalisme (y compris arabe), la théorie darwinienne de l'évolution. Ainsi parle Daech, à la fois État et islamique. Mais, au-delà de son islamisme, parfaitement conforme à ses concurrents « hypocrites » ou « croisés ». Car aussi rétrograde et obscurantiste que paraisse la propagande diffusée par la revue francophone *Dar al-Islam*, le « califat » réel ne rejette pas l'ingénierie scientifique au titre d'« ordures de l'Occident ». On ne bâtit pas un État « grâce à Dieu », avec des forcenés et des imams, mais avec des technocrates. *Engineers welcome*.

Certes, l'État islamique recrute au moyen de slogans « sociétaux » et de l'imposition d'une vie quotidienne régie par la charia². En islam, le *Dîn*, désignant ce qui relève du spirituel et du religieux, se distingue de la *Dunyâ*, destinée à servir cette vie terrestre. Ceux qui se sont écartés du *Dîn* pour se vautrer dans la superficialité du monde matériel moderne seraient de mauvais musulmans, ainsi que le rappellent certaines sourates vaguement anticapitalistes : « La course aux richesses vous distrait, jusqu'à ce que vous visitiez les tombes. Mais non ! Il sera certes, jeté dans la Hutamah [l'Enfer] » (Sourate 102). « Malheur à tout calomniateur diffamateur, qui amasse une fortune et la compte, pensant que sa fortune l'immortalisera » (104)³. Bah, le Christ de l'Évangile nous l'avait bien dit, sept siècles plus tôt : « Il est plus facile à un chameau de passer par le chas d'une aiguille qu'à un riche d'entrer au Royaume des cieux. » (Marc, 10,25) On voit ce qu'il en est une fois l'islam au pouvoir, que ce soit à « l'âge d'or » islamique ou aujourd'hui, avec le pétrole pour carburant dans la « course aux richesses » du monde.

Quoi qu'en pensent nos anti-impérialistes, les diatribes anti-occidentales de Daech comme hier celles de Ben Laden, Khomeyni ou Ben Bella, se ramènent à ceci : « Nous aspirons à la société techno-industrielle qui est la vôtre. Nous serons impitoyables techniquement, industriellement et militairement tant notre expansion globale en dépend. » Ces États, royaumes et mouvements islamistes sont aussi prédateurs de la terre et des hommes que les puissances occidentales. Alors, languons les adjectifs : une cyber-armée islamique, une bombe atomique anti-sioniste, une raffinerie anti-impérialiste ou un robot « charia-compatible » restent des moyens de domination, sinon d'extermination, entre classes comme entre nations. La peste obscurantiste et le choléra

¹ Discours de proclamation du Califat par le porte-parole de Daech, 2014.

² Normes doctrinales ou Droit musulman.

³ *Le Saint Coran*, Dar Albouraq, 2008.

technocratique se nourrissent mutuellement. S'il y a des luddites dans le monde arabo-musulman opposés aux *smart cities* émiraties, à l'intelligence artificielle saoudienne ou à la Troisième révolution industrielle qatarie, qu'ils nous contactent.

Un premier califat éclairé

Dans leur quête d'un islam originel, celui du califat sunnite, omeyyade puis abbasside, du VII^e au XIII^e siècle, Daech et autres islamistes emploient un discours archaïsant. Cette époque est souvent résumée comme « l'âge d'or islamique ». Il n'était pourtant ni arriéré ni obscurantiste comme le ferait croire la prose de *Dar al-Islam (Terre d'Islam)*, la revue francophone de Daech), mais ouvert aux doutes épistémologiques, à la philosophie, aux sciences et aux techniques.

Le premier califat est puissant, riche et conquérant (voir carte en annexe). Parti de Médine en Arabie avec le prophète Mohamed, il conquiert en un éclair la Syrie-Palestine (de 634 à 638), puis l'Égypte, l'Empire perse sassanide, l'Arménie et l'Iran. À partir de 670, le califat omeyyade s'empare des accès à la « route de la soie » et atteint l'Indus (Pakistan). À l'ouest, il envahit le Maghreb, soumet les Berbères, puis franchit le détroit de Gibraltar et s'empare de l'Espagne occupée jusqu'au XV^e siècle. À son apogée, le califat s'étend de l'Inde à Cordoue et même Perpignan. L'empire arabe ne résulte pas d'une supériorité démographique ou technique, mais d'un fanatisme religieux fouetté par l'injonction coranique au djihad, face à des armées de mercenaires, sassanides et byzantines, toujours prêts à faire défection.⁴ Rien à voir avec le prosélytisme pacifiste des chrétiens durant les deux premiers siècles, qui aboutit sous Constantin à la proclamation du christianisme, religion de l'empire romain.

Cet « âge d'or islamique » est celui de la construction d'un empire et d'une administration aussi modernes que le permet l'époque. L'État lève l'impôt, organise des services techniques (les *Dîwân*, chargés de la chancellerie, du Trésor, de la garde du sceau, de la gestion des domaines, de la poste, etc), frappe une monnaie, entretient des gouverneurs, des fonctionnaires locaux et des militaires, razzie les noirs et les Turcs pour en faire des esclaves et des soldats. L'empire construit des villes de dizaines de milliers d'habitants, voire de plusieurs centaines pour Le Caire, Cordoue ou Bagdad (1 million). Centres politiques, les palais du souverain ou du gouverneur affirment leur pouvoir. Centres économiques, on y commerce dans les souks et les premières manufactures d'étoffes et de vêtements dépassent le cadre de la production familiale. Aux XII^e et XIII^e siècles, Bagdad et les villes du Tigre et de l'Euphrate dirigent un commerce mondial d'épices, de soieries, de pierres précieuses, d'or et d'esclaves. Contrairement à l'idée reçue, le Coran, avec son interdiction du prêt usuraire (taux d'intérêt), n'a pas freiné la formation du capital. Les marchands s'associent, lèvent les caravanes, affrètent les navires, partagent les bénéfices et s'adressent des lettres de change. Dès les IX^e et X^e siècles, ce milieu marchand est qualifié de « capitalistique » par les historiens.

Les villes sont aussi des lieux de rencontre des lettrés et des savants que les princes s'enorgueillissent d'entretenir. L'invention du papier, moins fragile que le papyrus, permet la diffusion d'une riche culture arabe. On distingue les « sciences religieuses » des « sciences rationnelles ». Les religieuses prennent pour base le Coran. À l'origine, elles n'excluent pas le

⁴ *Les pays d'Islam (VII^e-XV^e)*, Ducellier et Micheau, Hachette, 2015.

raisonnement logique, la spéculation, la méthodologie. Ce n'est qu'à partir du XI^e siècle qu'elles se pétrifient, refusent toute innovation, et prennent un caractère juridique. Apparaissent alors, dans tout le Proche-Orient, les *madradas*, collèges d'enseignement de l'islam. On en compte 90 à Damas au milieu du XIII^e siècle. C'est contre cette pétrification que se dresse le soufisme, version plus intime et mystique de l'islam.

La grandeur arabe repose également sur les « sciences rationnelles ». Époque florissante dans les arts et les lettres – calligraphie et philosophie, grâce notamment aux traductions des Grecs. L'astronomie se développe pour le calcul du calendrier et de la période de Ramadan. L'algèbre (*Al-Jabr*) et les mathématiques se perfectionnent pour les besoins testamentaires. Le Perse Avicenne, né en 980 en Iran, est à la fois un continuateur de Platon et d'Aristote, mais aussi un passeur de la médecine grecque et des pharmacopées indoue et persane. Intellectuels et traducteurs se rencontrent dans les « Maisons de la sagesse », bibliothèques immenses et célèbres dont la plus fameuse se trouve à Bagdad, la capitale du Califat.

Mais le Califat abbasside est de plus en plus rigoriste, déjà obsédé par le retour à un islam originel fondé sur la charia pour combattre les « idolâtres » et les polythéistes. En guerre constante à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, l'empire succombe en 1258 sous les coups des Mongols qui détruisent Bagdad. Si l'on qualifie les mouvements et les gouvernements islamistes actuels, salafistes ou wahhabites, de moyenâgeux, archaïques et réactionnaires, cela n'est vrai que du point de vue social et humain. Quant au califat de « l'âge d'or », il n'était pas obscurantiste du point de vue scientifique et technique. L'Europe médiévale lui doit même certains textes de philosophie, médecine, d'astronomie grâce aux quelques traducteurs de l'arabe voyageant en terre d'Al-Andalous, à partir du XI^e siècle. Même si le plus gros de l'héritage gréco-latin lui vient de Byzance, *via* les Vénitiens. C'est le moment, au XII^e siècle, où débute en France *La Révolution industrielle du Moyen âge* (Jean Gimpel, Le Seuil, 1975), promise à l'essor que l'on sait.

Si les djihadistes revendiquent l'aspect littéraliste et rigide de la fin de l'âge d'or, les élites musulmanes s'attachent plutôt à reconquérir la « grandeur scientifique » du califat. Ainsi Jim al-Khalili, physicien nucléaire et propagandiste pour la télévision britannique de la fabuleuse aventure de l'énergie atomique, notamment au sein du projet Manhattan, ou de la chimie industrielle. Dans une récente tribune du *Monde*, il appelait les pays musulmans à « redevenir une terre de science », d'autant que ceux-ci « ont conscience du fait que la croissance économique, la puissance militaire et la sécurité nationale dépendent des avancées technologiques. »⁵ Bref, le *Djihad technoscientifique*. Ou ce Nidhal Guessoum qu'on va retrouver, astrophysicien à l'université américaine de Sharjah aux Émirats, et ancien salarié de la NASA, qui prêche régulièrement dans les pages de *Science & Avenir* ou sur le site *Oumma.com* afin que le monde musulman retrouve sa « grandeur scientifique ». Entre le marteau islamique et l'enclume technologique, y a-t-il une voie pour la culture humaniste ? Les « écolos » insurgés du sud algérien se posent la question. Eux qui, après les émeutes de 2015 contre l'exploitation du gaz de schiste dans le Sahara durent affronter le chantage à l'islam d'un gouvernement pour qui « le pétrole, le gaz conventionnel et de schiste, les énergies renouvelables sont des dons de Dieu. »⁶ Raison de plus pour qu'il reste sous terre ?

⁵ *Le Monde*, 11 février 2016.

⁶ *Algérie patriotique*, 24 février 2015.

Les ingénieurs du Jihad

On sait que l'État islamique dispose de son propre service de *hackers*, la « Islamic Cyber Army », responsable du piratage de chaînes de télévision, de Ministères ou des comptes Twitter et Youtube d'un centre de commandement de l'*US Army*. On a connu guerre plus moyenâgeuse, malgré les sabres que les cyber-djihadistes arborent pour logo.

En 2014, le chef de Daech, Abou Bakr Al-Baghdadi, lance un appel aux « savants » et aux « experts » à venir « construire le califat » : médecins pour soigner les blessés, fonctionnaires pour administrer la bureaucratie d'État, ingénieurs pour gérer les raffineries.⁷ On ne construit pas un État⁸, aussi islamique soit-il, avec des prêtres, mais avec des ingénieurs, des bureaucrates, des scientifiques. Comme n'importe quelle collectivité locale du Berry ou des Hauts-de-France, Daech vante l'attractivité de son territoire auprès de la matière grise internationale. Quitte à y laisser de sa pureté doctrinale. Le 12 janvier 2014, l'E.I. s'empare d'un des plus grands sites gaziers syriens, propriété conjointe d'un oligarque russe et du régime d'Al-Assad. On savait que le pétro-califat commerçait avec la Turquie, on apprend qu'il a construit main dans la main avec des « hypocrites » et des « coalisés », la base gazière de Twinan, à 75 km de Raqqa. Sous la houlette du *Diwan Al-Rakaz*, son administration préposée aux hydrocarbures, le gaz alimente la centrale électrique d'Alep, dont le régime syrien et l'État islamique se répartissent ensuite la production. Autant la propagande militaire de Daech est sans concession envers les « ordures de l'Occident », autant l'E.I. se réjouit d'accueillir ses ingénieurs.

Contrairement aux idées reçues, les djihadistes internationaux ne sont pas des traîne-babouches, éleveurs de chèvres, habitant des maisons en terre cuite chauffées au feu de bois. Ni des sous-prolétaires « radicalisés » passés par la petite délinquance. Ce sont aussi, et surtout, des technocrates, des dirigeants de multinationales du Jihad, des chefs de guerre moderne, des ingénieurs :

« Les attentats du 11 septembre 2001, commis par dix-neuf terroristes dont quinze de nationalité saoudienne, mirent également à mal la thèse qui voulait que les djihadistes, et plus encore les kamikazes, soient tous des forçats de la faim, des damnés de la Terre, conduits aux pires extrémités par la misère sociale dans laquelle ils se seraient débattus » remarque Yves Trotignon, un ancien agent de la DGSE.⁹

De même, « À Alger, après le début de l'insurrection djihadiste, les services notèrent qu'une proportion non négligeable des terroristes qui agissaient au sein du GIA ou de l'Armée islamique du salut avait suivi des cursus scientifiques, mais ce fait intrigant, une fois établi, ne fut pas d'une grande utilité. »

D'un point de vue sécuritaire, on pouvait tout au plus en tirer l'information qu'on avait affaire à des fanatiques compétents. Mais comment trier, profiler et cibler des doubles – ennemis des cadres de l'État algérien. C'était même suggérer à ces derniers *qu'après tout*, ils pourraient se rallier à leurs collègues islamistes. Et puis, comment reconnaître que l'élite de la nation, produite à coups de millions de dinars pour assurer sa puissance militaro-industrielle, se retournait en fait contre son appareil ?

⁷ *Le Figaro*, 16 février 2016.

⁸ Même si l'E.I. refuse le terme d'« État-nation » à l'occidentale, il fonctionne avec des services publics, une police, une justice, une monnaie, des écoles et des hôpitaux ; il lève l'impôt, gère un budget et des infrastructures. À ce propos, lire *Califat & Barbarie* de Tristan Léoni sur ddt21.noblogs.org, 2015.

⁹ *Le Monde*, 17/18 avril 2016.

Début 2016, deux sociologues américains publient *Engineers of Jihad*¹⁰ après avoir remarqué eux aussi la sur-représentation des ingénieurs dans les groupes djihadistes armés, loin devant les diplômés en études islamiques (leurs échantillons statistiques comptent parfois près de 500 individus). Le Tunisien qui a massacré 38 personnes sur la plage de Sousse en 2015 était étudiant en ingénierie électrique. Anar al-Awkali, l'Américain qui forma les frères Kouachi, avait suivi des études d'ingénieur. Les cerveaux des attentats du 11 septembre 2001, Mohamed Atta et Khalid Sheikh Mohamed étaient eux-mêmes ingénieurs. La liste est longue. Elle commence depuis les origines du djihadisme, traverse les frontières, et parcourt toute la hiérarchie du djihad armé. Parmi les grosses têtes, Ayman al-Zawahiri, l'actuel chef d'Al Qaïda, entré chez les Frères musulmans à 14 ans en 1965 avant de devenir l'un des dirigeants du « Jihad islamique égyptien », passait ses diplômes de chirurgien, tout en souhaitant établir un État islamique contre « l'empire américain et le gouvernement juif mondial ». Oussama Ben Laden lui-même n'est-il pas le rejeton d'une famille fortunée saoudienne ? Son père, polygame marié à 22 femmes, était le PDG du Saudi Binladen Group, un mastodonte du BTP proche de la famille royale. Le jeune Oussama sympathise avec les Frères musulmans au moment de passer son diplôme d'ingénieur.

Dans *Engineers of Jihad*, Diego Gambetta et Steffen Hertog montrent que les djihadistes sont statistiquement beaucoup plus diplômés que la moyenne des habitants de leurs pays d'origine. Abdul Subhan Qureshi, leader du Mouvement des étudiants islamiques d'Inde, est recherché pour plusieurs attentats perpétrés dans les années 1990. Pour assurer sa reconversion terroriste, il a quitté sa femme, ses trois enfants, et abandonné une brillante et fructueuse carrière d'ingénieur informatique. Autre exemple, le mouvement égyptien Al-Takfir wal-Hijra, responsable de l'assassinat d'un ministre en 1977, fut fondé six ans plus tôt par Shukri Mustafa, ingénieur agronome. L'autre mouvement islamiste égyptien, responsable de l'assassinat du président Sadate en 1981, se faisait appeler le Military Academy Group. En interrogeant les 34 membres incarcérés de ces deux mouvements fondamentalistes, un sociologue égyptien découvrit que 29 d'entre eux étaient ingénieurs, docteurs, agronomes ou techniciens militaires. Nous pourrions continuer le tableau des islamistes ingénieurs avec le Jemaah Islamiya d'Asie du Sud-Est, le Hezbollah chiite, le Hamas, et ainsi de suite d'Allemagne au Nigeria en passant par l'Angleterre ou les États-Unis. Les deux chercheurs nous rapportent cette anecdote d'un sociologue égyptien faisant le tour du campus de l'American University du Caire, en 1974, en compagnie d'Al-Zawahiri, actuel chef d'Al Qaïda : « Zawahiri pointait du doigt des étudiants en train de peindre des affiches pour une manifestation politique. Il se vantait que le mouvement islamiste ait trouvé ses meilleures recrues dans les deux facultés les plus prestigieuses de l'université : la médecine et l'ingénierie. "Ça vous impressionne, hein ?" », disait-il. »

Reste à saisir pourquoi tant d'ingénieurs rejoignent le djihad international. Gambetta et Hertog écartent d'emblée l'hypothèse selon laquelle les ingénieurs seraient avant tout recrutés pour leurs compétences en matière d'explosifs. D'abord parce que l'expertise nécessaire est à la portée de n'importe qui. Ensuite, parce que leurs statistiques montrent qu'ils ne sont pas affectés en majorité aux activités d'armement.

Une autre hypothèse s'appuie sur la relative frustration sociale des diplômés en ingénierie des pays musulmans. Cette hypothèse se vérifie partiellement dans les pays qui formèrent quantité d'ingénieurs dans leurs années post-indépendance. L'Algérie, la Syrie ou l'Égypte par exemple. « Aussi bien dans les monarchies conservatrices que dans les républiques "progressistes", les gouvernements mettaient en place d'ambitieux programmes de modernisation propres à rattraper

¹⁰ Diego Gambetta et Steffen Hertog, Princeton University Press, 2016.

leur retard avec l'Occident. [...] Parmi les technocrates de l'Égypte nassériste, les ingénieurs étaient plus représentés que n'importe quels diplômés. En Syrie également, les ingénieurs parvenaient à tous les échelons de l'administration ; la profession a remporté la plupart des postes de Premier ministre depuis 1971. » Mais la grande industrie comme la haute administration finissent par ne plus pouvoir embaucher ces pléthores d'ingénieurs qui sortent des écoles, surtout quand le prix du baril s'effondre, comme en 1982, provoquant la chute de l'économie. Aussi, avec la libéralisation des économies, les ingénieurs voient petit à petit les *businessmen* et autres magnats de la finance les remplacer idéologiquement et matériellement dans la course au développement : « Faisant de nécessité vertu, beaucoup de diplômés essayèrent de restaurer leur dignité en adoptant une morale islamique austère afin de compenser leur dépréciation matérielle. » C'est ce que depuis Scheller et Nietzsche on nomme le *ressentiment*, illustré par La Fontaine dans sa fable du renard et des raisins verts. (cf. *L'homme du ressentiment*, Max Scheller, Gallimard)

Malgré l'expérience similaire du Liban, de la Palestine, du Maroc, du Yémen, l'hypothèse est remise en cause pour trois raisons. Premièrement, des pays comme l'Inde, l'Indonésie ou la Malaisie, qui ont connu des développements rapides mais sans les crises économiques dues aux aléas du cours du baril, voient également leurs ingénieurs sur-représentés dans les mouvements islamistes. Deuxièmement, beaucoup trop d'islamistes ne répondent pas à ce profil de déclin social, à l'instar de ce Nigérian, Abdulmutallab, ingénieur mécanique et fils du président de la Banque du Nigeria, qui entreprit un attentat à bord d'un avion de la *Northwest Airlines* en 2009. Enfin, cette dépréciation sociale n'explique pas pourquoi les ingénieurs préfèrent les mouvements islamistes et d'extrême droite aux mouvements armés d'extrême gauche ou anarchistes. En Palestine par exemple, le Fatah connaît une sur-représentation de médecins et de sociologues alors que le Hamas contient plus d'ingénieurs et d'étudiants en islam.

L'hypothèse finalement retenue par Gambetta et Hertog s'inscrit dans la lignée de Theodor Adorno et son étude de *La Personnalité autoritaire* en 1950. Elle relève de la psychosociologie des ingénieurs et des djihadistes. L'islam rigoriste, l'extrême droite – notamment (néo)nazie – et les ingénieurs partagent, semble-t-il, certaines valeurs.

Les deux sociologues pointent d'abord les liens historiques unissant les mouvements nazis et islamistes, quoique les mouvements anti-immigration occidentaux prospèrent depuis une vingtaine d'années sur le racisme anti-arabe. Ils rappellent le cas d'Amin al-Husseini, mufti de Jérusalem, particulièrement apprécié de Hitler, de Himmler et des fugitifs nazis, pour son anti-sionisme et sa rectitude morale. Ou celui de Louis Farrakhan, leader de la *Nation of islam* aux USA, qui entretenait des liens étroits avec des suprémacistes aryens, comme lui ennemis des juifs et du gouvernement américain. Ou encore de ces néo-nazis américains et allemands qui saluèrent les terroristes du 11 septembre pour leurs « couilles ». En plus de l'antisémitisme, Gambetta et Hertog relèvent une même attirance pour l'imaginaire des épopées mythologiques, chevaleresques et viriles, ainsi qu'un même respect de la tradition, d'un ordre social hiérarchique et autoritaire réputé perverti par la mondialisation libérale et les mœurs décadentes. Face à cela, les uns et les autres se donnent une conduite à respecter, suivent un même mode de vie rigide et particulièrement hygiéniste. Contrairement aux mouvements de gauche, l'islamisme comme l'extrême droite sont marqués par une même *orthopraxis*, une forte discipline personnelle et sociale que résume le slogan « Law and order ».

D'accord, mais quel lien avec les ingénieurs ? On y vient. Tout d'abord, *Engineers of jihad* démontre qu'ils sont sous-représentés dans les mouvements d'extrême gauche tels que les

Spartakistes et la RAF en Allemagne, ou les Brigades rouges italiennes. À gauche, on trouve surtout des littéraires, des sociologues, des psychologues. C'est une nouvelle version de la querelle des *Deux cultures*, traitée par le chimiste C. P. Snow en 1959.¹¹

Au contraire, les ingénieurs sont sur-représentés aux débuts du NSDAP comme dans les mouvements néo-nazis actuels, qu'ils soient allemands, russes ou autrichiens. Gambetta et Hertog montrent également qu'ils sont plus fréquents dans les groupes religieux que dans les groupes sécularisés, ainsi que dans les groupes violents que non-violents. Que partagent-ils alors avec ces mouvements ? Une étude des opinions politiques de 11 000 étudiants européens datant des années 2000 montre que les ingénieurs sont en général plus conservateurs, plus attirés par l'ordre et la hiérarchie que les étudiants des sciences humaines et des sciences pures qui eux sont « plus ouverts à la nouveauté, créatifs, curieux ». L'explication tiendrait dans le fait que ces étudiants en « Humanités » (littérature, langues, sciences sociales) « sont formés à se poser des questions alors que les ingénieurs, comme les religieux, comptent sur des réponses déjà données. » Rétifs aux attermoissements épistémologiques, les ingénieurs préféreraient l'efficacité et la simplicité des systèmes autoritaires, de la même manière que les religieux adhèrent à un ordre social régulé par le Très Haut : « Les salafistes prétendent éliminer les défauts des hommes par une lecture littérale des textes sacrés et exhibent fréquemment l'arrogance de la certitude scientifique... C'est comme s'ils posaient des questions à un ordinateur programmé par un logiciel divin. » Rappelons-nous que l'*ordinateur* est étymologiquement chargé de mettre de l'ordre. Doit-on en déduire qu'il est fasciste par nature ? En tout cas, l'Ingénieur a ceci de commun avec Dieu qu'il ordonne le monde comme une horloge, ou un ordinateur. Dans le camp de concentration comme dans la centrale nucléaire, il n'y a pas de *pourquoi* ? Il n'y a que du *comment* ? *Hier ist kein Warum* (Primo Levi. *Si c'est un homme*)

Le cours du baril islamiste

Les fidèles de Daech qui font leur *hijra* (émigration) au pays du *Cham* (Syrie) doivent savoir que leur engagement religieux, aussi sincère soit-il, dépend des cours mondiaux du pétrole. La force matérielle et idéologique des États, royaumes et républiques islamiques qui les financent, repose en effet sur le malheur économique, écologique et géopolitique du XXI^e : le pétrole-roi, ou pétrole-calife. Qu'il soit sunnite ou chiite, affilié au camp de « Satan » ou à l'alter-impérialisme russo-chinois, l'islam étatique s'est construit sur une rente fabuleuse qui le propulse à l'avant-garde du techno-capitalisme. *Real-politique* en Occident, *Dunyâ-politique* en Orient, la religion n'est qu'un air de flûte pour serpents à sornettes. La vérité des États et royaumes islamiques est celle de calculateurs de taux de profits, à commencer par ceux du pétrole.

Le politologue américain Michael Ross va jusqu'à affirmer que l'autoritarisme et l'organisation patriarcale des théocraties islamiques découlent davantage de leur dépendance au pétrole que de leur lecture littérale du Coran et de la Sunna. Dans son livre *The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*¹² (La Malédiction du pétrole : comment la richesse pétrolière façonne le développement des nations), Ross établit des liens entre industrie pétrolière et modèle

¹¹ *Les deux cultures et la révolution scientifique*, Pauvert, 1968 pour l'édition française. Lire « *Les deux cultures* » ou *la défaite des Humanités*, Pièces et main d'œuvre, 2016.

¹² Princeton University Press, 2012.

politique. Son étude comparative révèle que les plus autoritaires et les plus patriarcaux des différents régimes islamiques sont aussi les plus dépendants du pétrole avec lequel ils achètent la paix sociale : « le pétrole a gardé les autocrates au pouvoir en leur permettant d'augmenter les revenus, réduire les impôts, acheter la loyauté des forces armées, et dissimuler leur propre corruption et incompétence. »¹³ L'industrie pétrolière y est souvent « propriété nationale » avec laquelle chaque citoyen monnaie une part de sa liberté contre quelques subsides.

Mais le lien le plus occulté est celui entre richesse pétrolière et condition féminine. D'après Ross, c'est le pétrole, plus que l'islam misogyne, qui explique l'ostracisation des femmes dans la vie publique. D'une part, l'industrie pétrolière réclame peu de main d'œuvre (90 % du PIB saoudien nécessite 1,6 % de sa main d'œuvre nationale), et moins encore féminine. D'autre part, les importants revenus des ingénieurs et des Saoudiens en général dissuadent leurs femmes de chercher un emploi. Ce qui les confine au travail domestique et à la sphère reproductive, contrairement aux sociétés artisanales et paysannes basées sur une économie familiale, ou moins mono-industrielles. Le pétrole ne provoque pas seulement guerres et chaos climatique, il favorise l'emprise patriarcale et salafiste.

En 1974, les pays de l'OPEP, à commencer par l'Arabie Saoudite, premier producteur mondial de pétrole, décident unilatéralement d'augmenter le prix du baril en représailles à l'aide militaire américaine accordée à Israël pendant la Guerre du Kippour. Ce « choc pétrolier » multipliera par quatre le prix du baril, et donc la rente des pays de l'OPEP. Depuis, les pétro-monarques du Golfe ne savent plus que faire de leurs trésors : pistes de ski et villes-champignons dans le désert, îles artificielles, achat de clubs et d'un mondial de foot, gratte-cieux gigantesques, et une exportation offensive du salafisme, financé « à coups de millions » par le wahhabisme et les pétrodollars saoudiens.¹⁴ Que ce soit Daech, Al-Qaïda, Boko Haram, les talibans ou le Front Islamique du Salut algérien, les cavaliers du califat revendiquent leur filiation avec les wahhabites saoudiens. « Les réseaux issus de l'université islamique de Médine ont contribué à structurer une large part du champ salafiste transnational », reconnaissent Laurent Bonnefoy et Stéphane Lacroix dans *La Revue du Crieur*.¹⁵ En juin 2015, Wikileaks publiait à ce propos 60 000 câbles diplomatiques saoudiens, révélant l'étendue d'une « diplomatie du chéquier » qui va des Philippines jusqu'au Canada. C'est ainsi que le royaume répand son idéologie wahhabite : en finançant prédicateurs, mosquées et écoles.¹⁶ Wikileaks révéla même que le royaume s'achète des hommes politiques et des médias pour contrer l'influence grandissante de l'Iran chiite depuis la fin de son embargo.

Le Kosovo, par exemple, est devenu un véritable « pipeline pour djihadiste », d'après le *New York Times*.¹⁷ Ce pays vit traditionnellement un islam « libéral ». Pourtant, il est devenu le pays d'Europe qui, proportionnellement à sa population, envoie le plus de djihadistes dans les rangs de Daech. « Ils ont été radicalisés et recrutés par un corps de religieux extrémistes et des associations secrètes financées par l'Arabie Saoudite et d'autres États conservateurs du Golfe, utilisant un obscur réseau de dons d'organisations caritatives, de particuliers et de ministères. » Après les bombes de l'OTAN et le départ des Serbes en 1999, le pays est exsangue, les mosquées détruites.

¹³ « The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations », *Book Review*, octobre 2012. Traduction personnelle.

¹⁴ « Comment la mouvance salafiste carbure aux pétrodollars saoudiens », *France 24*, 27 septembre 2012.

¹⁵ « Le problème saoudien. Le wahhabisme, rempart ou inspirateur de l'État islamique ? », Mars 2016. Bonnefoy est politologue spécialiste du salafisme et contributeur de la revue d'Alain Gresh *Orient XXI*. Lacroix est aussi politologue.

¹⁶ *Courrier international*, 22 juin 2015.

¹⁷ « How Kosovo was turned into fertile ground for ISIS », 21 mai 2016.

L'Arabie saoudite en reconstruira plus de 200 sur les 800 que compte aujourd'hui le Kosovo, sous l'œil bienveillant des Américains présents eux aussi pour la reconstruction du pays. Les Kosovars étaient dans un tel état de désœuvrement que la situation était propice à la diffusion de l'argent et de l'idéologie wahhabites. Une des principales organisations caritatives saoudiennes pouvait recevoir jusqu'à 10 millions d'euros entre 2000 et 2012. Les Saoudiens financèrent des cours de religion, des classes d'informatique, et pléthore d'œuvres de charité à destination des pauvres, des veuves et des orphelins, à la condition que les familles aillent à la mosquée et que les femmes portent le voile. Un imam pourtant passé par l'Université de Médine en Arabie saoudite témoigne de la montée des violences entre fondamentalistes et « apostats », dont il fait désormais partie selon la terminologie saoudienne : menaces de morts, familles déchirées, et même destructions de mosquées traditionnelles. Mais depuis que les réseaux saoudiens ont les enquêteurs du renseignement financier sur le dos, la manne saoudienne semble se tarir : « L'argent provient désormais du Koweït, du Qatar et des Émirats Arabes Unis – qui dépensent en moyenne un million d'euros par an – pour propager la même la ligne dure de l'islam », pensent les enquêteurs kosovars.

Dès les années 60, l'Arabie saoudite dépense donc une bonne part de sa fortune dans le prosélytisme et l'intégrisme islamiques en finançant, dans le monde arabe, en Afrique et en Europe, prédicateurs, mosquées, bourses d'études, livres et DVD. Ainsi à Bruxelles avec la construction d'une grande mosquée et d'un centre de culture islamique où s'endoctrinèrent certains djihadistes d'outre-Quévrain.¹⁸ Le 25 septembre 1969, l'Arabie saoudite crée avec le Pakistan l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), concurrente d'une Ligue arabe plus laïque et anticoloniale. Imagine-t-on une Organisation de la Conférence catholique réunissant les « États catholiques » du monde ? Il n'y aurait plus aujourd'hui que le Vatican. La laïcité a séparé l'église de l'État dans tous les pays de culture chrétienne – les États-Unis restant un cas ambigu d'hybridation politique et religieuse. L'Union Européenne, sous pression des gauches athée, laïque et « multiculturelle » a refusé toute référence aux « racines chrétiennes de l'Europe » dans ses textes fondateurs. Malgré le point d'appui qu'elle aurait représenté pour les xénophobes, ce n'était pourtant qu'un fait historique, l'Union Européenne réunissant de la Méditerranée à la steppe, les pays issus de l'empire gréco-latin et de culture judéo-chrétienne (catholique, orthodoxe, protestante). C'est par l'intermédiaire de la Conférence islamique, devenue Organisation de la Coopération Islamique en 2011, que l'Arabie Saoudite finance ses réseaux internationaux et diffuse son rigorisme religieux. Selon l'historien et juriste libanais Georges Corm :

« Lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. en décembre 1979, une mobilisation très rapide de cet islam dit "radical" permet de constituer le noyau d'une intervention islamiste combattante qui recrute des jeunes, les entraîne militairement et idéologiquement, et les envoie se battre contre l'Armée rouge en Afghanistan. Le héros de cette résistance islamique à l'athéisme et au colonialisme soviétique est le riche héritier d'une famille saoudienne, le fameux Oussama Ben Laden », note-t-il dans son livre *Pour une lecture profane des conflits*.¹⁹

L'Arabie saoudite, dont le prince héritier et ministre de l'Intérieur Mohamed Ben Nayef vient de recevoir la Légion d'honneur des mains de François Hollande, dépense en moyenne trois milliards de dollars par an à la propagande (ou prosélytisme). En comparaison, au faite de sa puissance,

¹⁸ « La Belgique, épice du djihadisme européen », *Libération.fr*, 22 mars 2016. Ou « La Belgique, plaque tournante du djihadisme », *Le Monde*, 23 mars 2016.

¹⁹ La Découverte, 2012.

l'U.R.S.S. ne dépensait « que » un milliard de dollars annuellement.²⁰ Cette propagande religieuse, c'est l'arme du *soft power* arabe, comme les États-Unis disposent d'Hollywood, du *showbiz* et d'Internet.

« Même s'ils [...] ont toujours défendu et généreusement financé un islam missionnaire et toutes sortes de mouvements islamistes, la priorité des Saoudiens n'est pas de "salafiser" le monde musulman, analyse le sociologue Samir Amghar, leurs objectifs sont plus complexes, dans le sens où ils visent surtout à consolider leur influence politique et idéologique en mettant en place des réseaux de clientèle et d'allégeance à même de défendre ou d'agir en fonction des intérêts stratégiques et économiques du royaume. »²¹

Le salafisme et l'économie pétrolière *s'entretiennent mutuellement*. La rente pétrolière finance le *soft power* saoudien qui, en retour, permet de vassaliser des mouvements politiques avec lesquels le royaume pourra faire affaire. Pétrole satanique.

L'Arabie saoudite est fameuse pour ses décapitations en place publique ou son oppression des femmes, on relève moins souvent qu'elle est à la pointe avancée de la technologie, par sa place dans l'exploitation pétrolière. Le royaume s'adapte aux conditions d'extraction de plus en plus difficiles et se prépare à « l'après-pétrole ». En témoigne l'ouverture en 2009 d'une université des sciences et techniques (KAUST)²². 25 % du budget du royaume est désormais dévolu à l'éducation et à l'enseignement supérieur. L'Arabie Saoudite forme des ingénieurs à flux tendu. Ses bourses mirifiques permettent d'envoyer tous les ans 150 000 étudiants dans les meilleures universités du monde, dont la moitié aux États-Unis et 1 400 en France.²³ Les crédits de recherche y sont presque illimités, comme en témoignent des chercheurs français sur le campus de Djeddah, profitant de cette mini-ville avec golf neuf trous, villas luxueuses, marina en bord de mer, eau de mer et tout le confort propre à attirer les meilleurs ingénieurs de la planète.²⁴ Plus récente, la création d'un fonds souverain de 2 000 milliards de dollars chargé de financer des projets technologiques ; de construire 16 réacteurs nucléaires sur son sol et d'installer 41 gigawatts de panneaux photovoltaïques (l'équivalent de 25 réacteurs), pour devenir le n°1 mondial des énergies renouvelables.²⁵ Le gisement pétrolier sur lequel repose la mondialisation des flux de marchandises finance donc l'expansion salafiste. La scandaleuse mixité sexuelle du campus a pourtant hérissé les bigots. Al-Qaïda a dénoncé à son ouverture « cette université qui viole la charia ».

L'université KAUST, pour prendre la plus emblématique et la plus riche d'Arabie, est donc financée par une colossale rente pétrolière, mais aussi par IBM et Total. Elle dispose du septième ordinateur le plus puissant du monde, le deuxième ordinateur du royaume, fabriqué par le Français Dell, étant déjà dévolu à Aramco, la compagnie nationale d'hydrocarbures. C'est à son service que le département de robotique de KAUST travaille à l'intelligence artificielle de robots conçus pour la prospection des gisements et l'entretien d'infrastructures en milieux toujours plus hostiles, tels que les eaux profondes de l'Arctique et de la Mer Rouge. Tandis que le désert avance sous l'effet des gaz à effet de serre, l'Université se spécialise aussi en désalinisation d'eau de mer et en modifications génétiques : « les chercheurs du Center for Desert Agriculture (CDA) cherchent des moyens d'améliorer la capacité des plantes à résister à la sécheresse et à l'environnement salé

²⁰ « Wahhabisme », wikipedia.fr.

²¹ *France 24, op. cit.*

²² King Abdullah University of Science and Technology.

²³ Fiche « Arabie Saoudite », diplomatie.gouv.fr

²⁴ *Le Figaro*, 18 novembre 2009.

²⁵ *La Tribune*, 15 janvier 2016.

du désert. Les chercheurs du CDA utilisent des approches génétiques, génomiques et épigénétiques pour concevoir des plantes tolérantes au stress et les cultiver directement. »²⁶ Sécheresse, modification génétique, aliénation technologique, artificialisation des sols, un désastre en entraîne une multitude d'autres, tous *hallalisés* (purifiés) par les oulémas les plus rigoristes.

Ces développements suscitent les convoitises du Ministère des Affaires étrangères et de l'Ambassade de France qui promeuvent toutes sortes de partenariats entre les universités françaises et saoudiennes dans les domaines des nanotechnologies, des biotechnologies, du nucléaire, du pétrole ou des énergies renouvelables. La France apporte son concours au désastre moyen-oriental, qu'il soit écologique ou religieux. L'Université des sciences et technologies du Roi Abdallah a elle-même pour Président Jean-Lou Chameau (défense de rire), un Français passé par les Arts et Métiers et l'université Stanford aux USA.

Parmi les pétro-monarchies sunnites avec lesquelles la France commerce se trouvent les Émirats arabes unis. À Abou Dhabi aussi, on prépare « l'ère post-pétrole ». C'est l'Enfer vert-vert (écologie islamique). En périphérie de la capitale des Émirats, une « écocité » de 52 000 habitants est en construction, destinée à accueillir la pointe de la Recherche et Développement.²⁷ Coût de cet éco-aménagement *High Tech* : 14,4 milliards d'euros réunis grâce à Dieu et à la manne pétrolière. Il aura fallu cinquante ans à Abou Dhabi pour passer d'un bourg de 3 500 âmes à une métropole de 1,5 million d'habitants. Grâce à ses centres de recherche sur les énergies renouvelables et l'urbanisme augmenté, en partenariat avec le Massachusetts Institute of Technology et l'Allemand Siemens, la ville compte rationaliser sa consommation énergétique pour mieux entasser trois millions d'habitants dans un désert artificialisé. Ce système urbain intégrera ses habitants-robots comme n'importe quelle technopole occidentale. Voitures électriques à guidage magnétique et métro aérien attendent les premiers occupants, barbus hipsters et hipsters barbus. La Ville est dessinée par Norman Foster, le plus célèbre architecte de gratte-ciels et principal promoteur de l'architecture connectée. À « Masdar City » (c'est son nom), le Louvre ouvrira un « pôle d'excellence culturelle » et La Sorbonne un « pôle d'excellence éducative ». Voilà bien « l'islamophobie d'État » de la République Française dénoncée par tous nos colporteurs de corans. Voltaire l'avait bien dit : « Quand il est question d'argent, tout le monde est de la même religion. » Aux Émirats, comme partout dans le monde, le seul choc de civilisations visible est celui de la Machine contre l'Humanité.

Dans la « Digital islamic economy » des Émirats, l'homme-machine porte la barbe et la femme-machine le *hijab*. Dubaï se veut la « Silicon Oasis » du monde arabe et Mohammed Bin Rashid Al Maktoum son Smart Cheikh. Premier ministre des Émirats, il est assez riche pour entretenir un harem de six femmes et un haras de 300 chevaux. En 2013, il lançait le plus grand programme mondial de ville intelligente²⁸, le « Silicon Park », pour y « développer une communauté complètement intégrée, durable et joyeuse grâce à la coopération, l'innovation et la technologie. »²⁹ On dirait une plaquette du Conseil régional. Ce quartier de 150 000 m² est connecté, pucé, traçabilisé, pour offrir à ses habitants le meilleur du « Smart Lifestyle », islamique et connecté. Dieu est « Omniscient » (sourate 57, verset 3), pourquoi la ville intelligente ne le

²⁶ cda.kaust.edu.sa

²⁷ *Le Monde*, 1^{er} mars 2016.

²⁸ *J'ai visité SmartCity*, Tom 2.0, hors-sol.herbesfolles.org.

²⁹ dsoa.ae/en/smart-city

serait-elle pas ? Mais est-ce bien *hallal* tout ça ? Bien sûr, répond son directeur général, la « Digital Islamic Economy » est « charia-compatible » :

« Notre soutien sera orienté vers les entrepreneurs qui mettent l'accent sur la technologie numérique et la création de contenu arabe. Cela permettra d'attirer des innovateurs qui stimuleront la croissance de l'entrepreneuriat islamique dans les Émirats. »³⁰ Technologie et religion avancent d'un même clic. Pourquoi les musulmans ne pourraient-ils, eux aussi, numériser leur société ? Pour les sponsors du califat, l'islam rigoriste est un segment de marché comme un autre, qu'il s'agit d'orienter aujourd'hui vers le e-commerce.

Les robots seront également « charia-compatibles ». La ville de Dubaï vient d'annoncer qu'elle déploierait d'ici 2020 une batterie d'« unités mobiles autonomes ». Des *robocops*. On les attend pour protéger les Conférences internationales sur le climat : « Ils seront dotés d'une intelligence artificielle, n'auront pas besoin d'être contrôlés, parleront six langues, feront des blagues et s'occuperont particulièrement des enfants. Ils ne seront pas armés, mais porteront des microphones et des écrans connectés en permanence au système de sécurité de la Police. »³¹ La Ville ne dit pas s'ils feront leurs cinq prières quotidiennes.

La nature islamo-technocratique de l'indépendance algérienne

Sauf erreur, seuls les situationnistes avaient reconnu dès ses débuts la nature réelle du nouveau pouvoir algérien, ce « mélange du jargon technocratique occidental et du pathos de l'ordre moral islamique ». ³² N'en déplaise aux hallucinés gauchistes :

« L'écroulement de l'image benbelliste d'une demi-révolution algérienne vient de souligner maintenant cette déconfiture générale. Le pouvoir superficiel de Ben Bella représentait le moment de l'équilibre figé entre, d'une part, le mouvement des travailleurs algériens vers la gestion de la société entière et, d'autre part, la bureaucratie bourgeoise en formation dans le cadre de l'État. Mais dans cet équilibre officiel, la révolution n'avait rien pour réaliser ses objectifs, elle était déjà au musée, tandis que les possesseurs de l'État couverts par Ben Bella avaient tous les pouvoirs, à commencer par l'instrument répressif de base qu'est l'armée, et jusqu'au pouvoir de jeter leur masque, c'est-à-dire Ben Bella. »

Ce qui justifiait, pour les situs, de qualifier les « pieds-rouges », socialistes ou trotskystes, de « mélange épuisé de nullité théorique complète et de tendances contre-révolutionnaires inconscientes ou sciemment dissimulées. » Inconscience et dissimulation que rapporte quarante plus tard le livre de Catherine Simon, *Algérie : les années pieds-rouges*.³³ Ces compagnons de route du FLN n'ont pas vu, n'ont pas voulu voir, et surtout n'ont pas voulu dire la nature réelle de l'État algérien : une islamo-technocratie militarisée. Le réalisateur anti-colonial René Vautier, par exemple, a pourtant été torturé 140 jours et emprisonné deux ans dans les prisons du FLN en 1958. En sortant avec la peau littéralement épluchée à la corde, les côtes « cassées », le crâne

³⁰ <https://www.dsoa.ae/en/dubai-islamic-economy-development/>

³¹ Site de l'industriel français Intel : iq.intel.fr.

³² *Adresse aux révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays*, 1965

³³ La Découverte, 2009.

« cabossé et un peu fêlé », la fesse « baïonnetée », il revendiquait l'*omerta*, tant « les combattants sincères en souffriraient » (s'il parlait). Il ne fallait pas désespérer la Casbah, ni Saint Germain des Prés. Seuls les paras de Massu étaient censés torturer. Autre témoignage sur le terrorisme intellectuel, celui du sociologue Abdelmalek Sayad, le « fixeur » de Bourdieu en Algérie, déclarant qu'il était impossible de douter publiquement des attentats perpétrés par le FLN :

« S'interroger seulement sur l'opportunité des attentats comme arme du nationalisme, arme des pauvres, c'était une manière d'apporter de l'eau au moulin de la partie adverse, et, ici, de l'armée coloniale ; c'était renforcer objectivement, c'est-à-dire malgré soi, à son insu, indépendamment de sa volonté, la partie adverse. À bien y réfléchir, c'est sans doute cela l'aliénation. »³⁴

Bref, loi du silence afin de ne pas déchirer les berluces des anti-colonialistes. Dès lors, comment le nouveau régime algérien, non pas « socialiste », mais technocratique et islamiste, aurait-il pu être critiqué par ses soutiens tiers-mondistes ?

Dans une interview au *Monde*, au lendemain de la révolution iranienne,³⁵ le premier président de l'Algérie indépendante, Ben Bella, trente ans après avoir promu le nationalisme dans sa guerre contre la France, le réduit, comme les islamistes de Daech et d'Arabie saoudite, à une simple « invention de l'Occident » : « Plus que l'arabisme, c'est l'islamisme qui offre le cadre le plus satisfaisant. » Son « socialisme » également, n'était que mirage et poudre aux yeux des « pieds-rouges » venus de France aider l'Algérie indépendante : « C'est l'islamisme qui offre les meilleures chances d'une libération réelle », assure-t-il avant d'établir une filiation entre l'insurrection engagée par le FLN le 1^{er} novembre 1954 et la révolution iranienne. « Le 1^{er} novembre trouve naturellement son prolongement [...] dans la révolution islamique d'Iran. »³⁶

La Constitution de 1963 affirme que « L'Algérie [...] tient sa force spirituelle essentielle de l'Islam. » Article 4 : « L'Islam est la religion de l'État. » S'ensuit la prohibition de l'alcool par décret de Ben Bella au motif que « le sentimentalisme érotique d'une jeune génération sans engagement politique » rejeterait « une religion représentée comme frein à leur goût du plaisir et à une émancipation considérée sous l'angle de la jouissance. »³⁷ C'est probablement pour les mêmes motifs que le colonel Boumédiène, ayant renversé Ben Bella en 1965, impose en 1984 un Code de la famille basé sur la charia et reléguant les femmes au statut de mineures. Tant pis pour les protestations des moudjahidates : « Les militantes et toute l'opinion s'étaient indignées des discussions des députés sur la longueur du bâton qui devait flageller les femmes pour les amener à la soumission. »³⁸ Fin d'une révolution, qui n'aura duré que l'été 1962 – et encore ! L'armée, les technocrates et la pudibonderie islamique ont vite écrasé l'Algérie nouvelle. Les milliers de « pieds-rouges » venus l'aider sont remplacés par les « coopérants techniques » – ou « C.T. » – ingénieurs français, bulgares, ou soviétiques invités à bâtir l'industrie nationale.

Conformément aux « théories du rattrapage économique » de l'époque, marxistes ou libérales, la formation d'ingénieurs est une priorité. Le sort de l'Algérie dépend de son développement industriel. « L'autogestion », c'est le pouvoir des partisans de « l'autogestion », en fait des

³⁴ *Histoire et recherche identitaire*, Bouchène, 2002, p.51. Cité par Catherine Simon.

³⁵ 4 décembre 1980.

³⁶ Cité par Jean Birnbaum, *Un silence religieux, la gauche face au djihadisme*, Seuil, 2016.

³⁷ *El Moudjahid*, 7 déc. 1965. Cité dans « Les luttes de classe en Algérie », *Internationale situationniste* n°10, 1966.

³⁸ *El Watan*, 9 juin 2004.

ingénieurs et technocrates. Les Accords d'Évian de mars 1962 prévoient la formation d'un « organisme technique de coopération saharienne » entre la France et l'Algérie pour l'exploitation des ressources en hydrocarbures du Sahara :

« La France apportera son aide à la formation de techniciens algériens. Des personnels français, notamment des enseignants et des techniciens, seront mis à la disposition du gouvernement algérien par accord entre les deux pays. »

Les clauses secrètes des Accords d'Évian permettent à la France d'utiliser le désert pour des essais atomiques dans son Centre d'expérimentations militaires des oasis, et d'armes bactériologiques et chimiques dans sa base secrète B2-Namous (utilisée jusque 1978).³⁹ Le lobby militaro-industriel est aux commandes des deux côtés. Il se double du côté algérien d'une clique galonnée et pillarde qui opprime et dépouille son peuple depuis un demi-siècle, tout en le mystifiant d'islamo-nationalisme afin de maintenir l'ordre.

La fuite des pieds-noirs, sommés de choisir entre « la valise ou le cercueil », livre leurs usines et leurs terres à un fugitif mouvement autogestionnaire. Brièvement soutenu par l'État, il est vite sacrifié aux nécessités planificatrices et au dirigisme économique, seuls à même de bâtir le « socialisme » et de rattraper le retard avec le monde « développé ». La Déclaration de Tripoli adoptée par le Conseil national de la révolution algérienne en juin 1962 trace la feuille de route de l'Algérie indépendante sur le modèle économique de l'Union soviétique :

« Les progrès de l'économie agricole et la mobilisation des masses ne peuvent faire avancer le pays que sur une base technique et économique donnée fournie par les progrès de l'industrie. [...] À cet égard, l'Algérie offre de grandes possibilités pour les industries pétrolières et sidérurgiques. Dans ce domaine il appartient à l'état de réunir des conditions nécessaires à la création d'une industrie lourde. »

Deux ans plus tard, la Charte d'Alger réitère. Elle figure toujours sur le site Internet de la Présidence algérienne au titre des « textes fondateurs » de l'Algérie avec celui de Tripoli. Cette Charte prévoit la planification d'*industries industrialisantes*, selon les termes de Gérard Destanne de Bernis, économiste du Parti communiste français en mission à Alger, pour aider l'Algérie paysanne de son arriération féodale, en suivant les préconisations de Trotski et Boukharine énoncées quarante ans plus tôt :

« Sans l'hégémonie de l'industrie fonctionnant comme une seule chaîne de production réunissant des usines gigantesques, il est impossible de venir à bout du caractère arriéré, barbare et misérable du village. La solution est en marche chaque fois que les colonnes de tracteurs, ces troupes combattantes de la révolution technique, s'avancent dans les contrées les plus reculées... »⁴⁰

La mainmise de la future technocratie d'État sur l'économie algérienne était écrite. Ce pouvoir

³⁹ « Quand la France testait des armes chimiques en Algérie », *Le Nouvel Observateur*, octobre 1997.

⁴⁰ Pierre Judet dans *Ingénieurs en Algérie dans les années 1960 : une génération de la coopération*, Aïssa Kadri et Mohamed Benguerna, Karthala, 2014. À propos de l'influence soviétique, l'ancien coopérant Judet témoigne : « Gérard de Bernis invita, dans la magnifique résidence prêtée par le conseiller [Stéphane] Hessel, l'équipe dirigeante du Plan autour de M. Ourabah. Les Russes venaient d'envahir la Tchécoslovaquie. Je fus stupéfait de constater que tous les dirigeants du Plan, sans exception, approuvaient sans réserve l'invasion : l'Union Soviétique constituait décidément leur modèle. »

conféré à la technique est la matrice du mouvement national algérien. Pendant la guerre d'indépendance, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) envoie ses jeunes en formation à l'étranger, principalement dans des écoles d'ingénieurs. « Durant la guerre de libération et sur ce point particulier, nos dirigeants ont fait preuve d'une perspicacité remarquable qui explique que dès l'indépendance recouvrée, les actions vigoureuses ont été lancées probablement parce que déjà mûries », témoigne Abdelnour Keramane, ancien ministre de l'Industrie et des mines.⁴¹ Même le vieux Messali Hadj, précurseur du mouvement national algérien écrasé par le FLN, tenait ce genre de propos lors du congrès annuel de son Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) le 29 octobre 1959 à Lille : « Dans l'Algérie meurtrie, appauvrie, ignorante, l'USTA aura en effet une tâche écrasante : élever la conscience du prolétariat au niveau des nécessités de la technique moderne et du planisme. »⁴²

Le nouveau gouvernement FLN a deux priorités : écraser toute dissidence et créer des écoles et universités spécialisées dans l'ingénierie. 1963 : Centre africain des hydrocarbures et des textiles. 1965 : École d'ingénieurs des Travaux publics. 1968 : Institut algérien du pétrole. Quant à la première université fondée après l'indépendance, ce fut l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediène en 1974. « L'État, devenu le premier employeur des ingénieurs, qu'ils soient formés à l'étranger ou localement, entreprend une politique de formation des cadres à long terme dans le cadre d'une politique de planification du développement économique et de nationalisation des principales entreprises. Il incite les jeunes étudiants à s'orienter vers les branches scientifiques et encourage les meilleurs d'entre eux à se lancer dans des études d'ingénieurs. Très vite, ces ingénieurs de la période post-indépendance se sont imposés comme le premier noyau de commis de l'État. »⁴³ Avec l'indépendance, ce sont les militaires et les ingénieurs qui gagnent. Pas les révolutionnaires ni les paysans.

Ils sont rejoints par les « coopérants » français aux plus hautes responsabilités planificatrices. Alors que les 800 000 européens présents sur le sol algérien n'ont plus le choix qu'entre « la valise ou le cercueil », et que les « pieds-rouges », ces « socialistes en peau de lapin » selon les termes de Boumediène, sont expulsés sinon rudoyés, l'État algérien accueille les ingénieurs français dans ses Ministères et Directions techniques. Dès 1964, un groupe de neuf élèves des Ponts et Chaussées inaugure cette coopération technocratique en visitant le secteur des Travaux publics algériens. Cinq d'entre eux s'y installent pour bâtir des routes, des barrages hydrauliques, des usines d'extraction pétrolière et gazière, des aéroports : autant d'infrastructures que les zadistes d'aujourd'hui qualifieraient de « Grands projets inutiles ».

Avec l'indépendance, l'État algérien a gagné le droit de s'affirmer comme les autres en tant que puissance gestionnaire, technique et scientifique, du peuple, de son territoire et de ses ressources. Ben Bella pouvait bien lancer dans son fameux discours du 5 juillet 1963 « *Nous sommes des Arabes, des Arabes, dix millions d'Arabes, [et qu'] il n'y a d'avenir pour ce pays que dans l'arabisme* », l'Algérie devint, comme tous les États développés, un territoire dominé par les technocrates. Sa vie économique régulée par les ingénieurs, sa vie morale et intellectuelle par l'islam, ainsi régnerait l'ordre industriel au mieux des intérêts de la classe prédatrice algérienne. Les pseudo-révolutionnaires, français et algériens, auraient évité bien des impasses et désillusions à méditer les écrits de Jacques Ellul plutôt que les classiques du marxisme-léninisme. Son *Autopsie de la révolution*, si elle ne traite pas du cas particulier de l'Algérie, aurait pu lui être destinée mieux qu'à tout autre :

⁴¹ *Ingénieurs en Algérie dans les années 1960, op. cit.*

⁴² « Le front lillois de la guerre d'Algérie », TomJo, *La Brique*, 2012.

⁴³ Abdelnour Keramane, *Ingénieurs en Algérie dans les années 1960, op. cit.*

« La technique est devenue la condition de toute politique. L'État s'est profondément technicisé. Il n'y a pas de révolution contre l'État qui ne soit obligée de s'attaquer en même temps à la technique. Il n'y a pas de révolution contre les dangers et les servitudes de la société technicienne qui n'implique la tentative de déstructurer l'État. Une simple révolution politique entraîne nécessairement le résultat que nous avons déjà largement étudié : renforcer l'État. »⁴⁴

La « bombe islamique »

Terminons cette revue des technocraties islamiques par la République atomique du Pakistan, un nom qui signifie en ourdou « Pays des purs ». Tellement purs qu'ils disposent de la « bombe islamique », grâce à un obscur jeu d'alliances avec la Chine, la Corée du Nord et l'Arabie saoudite, sous l'œil bienveillant des Américains.⁴⁵ L'Allemagne était d'ailleurs chargée de lui livrer de l'uranium enrichi si les manifestations des antinucléaires allemands n'avaient pas stoppé cette coopération.

Le « père » de la « bombe islamique » est un certain Abdul Qadeer Khan, diplômé de l'Université de Karachi et parti en 1960 à Berlin ouest puis à Louvain en Belgique pour obtenir son doctorat. Il travaille ensuite pour un consortium nucléaire anglo-germano-néerlandais avant de rentrer en 1974, suite au premier essai nucléaire indien, l'ennemi historique du Pakistan. C'est Abdul Kadeer qui dirige le programme nucléaire pakistanais, aussi bien civil que militaire, en achetant du matériel à l'étranger. Le Pakistan effectue ses six premiers essais en mai 1998 et Kahn devient entrepreneur en prolifération, vendant savoir-faire et technologies à la Corée du Nord, la Libye et l'Iran – contrats pour lesquels il sera emprisonné cinq ans de 2004 à 2009 par le président Musharraf. Il est un héros national malgré ses activités mercantiles qu'il justifie par son but de « renforcer le monde islamique »⁴⁶, notamment auprès des partis islamistes. Selon un rapport de la Fondation pour la recherche stratégique – un institut de recherche français de haut niveau, paraît-il –, daté de 2005, ses motivations étaient de trois ordres : édifier la force nucléaire pakistanaise, aider d'autres pays musulmans à accéder à l'arme ultime, et surtout s'enrichir personnellement. Ces dernières années, le Pakistan a accru son arsenal d'ogives nucléaires pour parvenir à 120 têtes (la France en possède 300)⁴⁷, malgré la menace que représentent les talibans pour la sécurité de ses installations.⁴⁸ Ici comme ailleurs, l'escalade est inéluctable, l'Inde et le Pakistan subordonnant leur signature du Traité de non-prolifération à celle de la partie adverse.

Notre vie terrestre s'annonce donc radieuse. Dans sa revue anglophone *Dabiq* de mai 2015, l'État islamique nous fait savoir qu'il compte s'équiper de la bombe atomique grâce aux Pakistanais. La menace tient du coup de com', mais l'idée est là.⁴⁹ L'islamisme est tout sauf technophobe. La maîtrise d'une filière nucléaire – militaire ou civile, il n'y a pas de différence –, ne requiert pas simplement quelques équipements *high tech* achetés sur le marché de la prolifération. Encore faut-il des scientifiques et des ingénieurs de haut rang grâce à un

⁴⁴ *Autopsie de la révolution*, p. 315, 1969, La Table ronde pour l'édition 2008.

⁴⁵ *Secret atomique. La bombe iranienne ou la véritable histoire des otages français au Liban*, p.114., Dominique Lorentz, Les Arènes, 2002.

⁴⁶ « Le "père" de la bombe atomique pakistanaise est libre », *Le Figaro*, 6 février 2009.

⁴⁷ *Le Monde*, 3 juin 2013.

⁴⁸ *Le Monde*, 20 mai 2009.

⁴⁹ *Le Figaro*, 26 mai 2015.

enseignement qui n'est pas dispensé dans les *madradas*. L'affaire peut prendre plusieurs décennies et exige l'implication de l'appareil d'État. Ce qui n'empêcherait pas l'État islamique de produire en attendant des bombes sales à l'uranium appauvri.

Voici enfin l'Iran, théocratie chiite : vingt ans après la fatwa de l'Ayatollah Khomeyni condamnant à mort Salman Rushdie pour ses *Versets sataniques*, quarante entreprises de presse iraniennes viennent d'ajouter, de leur propre cheikh, 600 000 dollars pour sa tête, montant la prime à 3,5 millions de dollars. C'est dans ce pays réactionnaire qui ne connaît pas de liberté d'expression, de conscience et d'opinion, où les syndicalistes sont torturés et pendus en place publique⁵⁰, que l'on forme la cinquième cyber-armée du monde pour protéger les installations nucléaires des virus informatiques et se livrer au cyberespionnage industriel.

« Les soldats d'Allah de Téhéran sont devenus des hommes d'affaires », découvre la sociologue iranienne Mahnaz Shirali dans *Le Monde*.⁵¹ Contrairement à l'Ayatollah Khomeyni, le président Rohani ferait désormais preuve de « pragmatisme », faisant passer l'économie avant la religion. Certes, l'Iran a des *businessmen* à sa tête. Mais est-ce par la voie d'Allah que le programme nucléaire iranien se développe depuis la révolution islamique de 1979 ? Ou grâce à des bataillons d'ingénieurs, barbus mais compétents ? Si l'Iran rejoint aujourd'hui le cercle officiel des assassins de l'humanité par la production de déchets radioactifs, et bientôt de la bombe, il n'aura fallu que quatre ans à la révolution islamique de 1979, après son écrasement de toute dissidence, pour que « les mollahs, qui critiquaient pendant la Révolution "le gigantisme" et "l'extravagance" des projets industriels du chah, relanc[ent] la plupart de ceux-ci. Ils engagèrent la construction d'infrastructures pétrolières, gazières, minières et sidérurgiques, de routes, de ports, de voies de chemin de fer... »⁵² C'est ainsi qu'ils gagnèrent la confiance du président Reagan. Le président « satanique » convoqua dans la foulée un sommet du G7 pour normaliser les relations avec la République islamique... et repousser l'influence soviétique.⁵³

Dans les années 1980, cette République atomique d'Iran perpétrait des attentats sur le sol français par le biais d'un groupe terroriste dénommé « Jihad islamique ». Mais ses vues étaient moins confessionnelles qu'industrielles et financières. Il s'agissait de récupérer le milliard de dollars prêté à la France pour la construction du centre d'enrichissement d'uranium Eurodif. L'Iran n'a jamais cessé, malgré l'embargo américain, de passer des contrats avec des entreprises occidentales.⁵⁴ Dans les discours, les diatribes anti-impérialistes de l'Ayatollah répondaient aux envolées occidentales contre les « fanatiques » iraniens. On mesure la réalité de cette guerre des mots au programme nucléaire de la République islamique. Monté dans le secret grâce à une série de transferts de technologies, celui-ci fait le tour du monde : « Au printemps 1985, l'Allemagne fédérale, qui construisait la centrale de Busher, en Iran, avait signé un accord de coopération nucléaire avec la Chine. La Chine, qui vendait déjà des armes à Téhéran, venait de parapher un accord de coopération nucléaire avec les États-Unis. Elle en avait signé un autre avec le Japon, [...] lié depuis 1958 par un accord de coopération nucléaire avec les États-Unis. [...] Le président Reagan confia donc à la Chine la poursuite de la coopération nucléaire avec l'Iran, en liaison avec

⁵⁰ Voir le site de Soliran Paris pour plus de détails.

⁵¹ 28 janvier 2016.

⁵² *Secret atomique, op.cit.*

⁵³ *Secret atomique, op.cit.*

⁵⁴ Voir les livres de Dominique Lorentz publiés au Arènes, notamment *Une Guerre* (1997) ou *Secret atomique*, 2002.

le Japon et parallèlement aux travaux de l'Allemagne sur le site de Busher. »⁵⁵ Chaleureuses relations entre fomentateurs de l'apocalypse nucléaire que ne refroidiront pas les oppositions idéologiques. Quand on vous dit que les islamistes sont d'abord des pragmatiques. Sans doute n'ont-ils rien à faire de la survie de l'humanité tant le paradis promis par le Très Haut rend la vie ici-bas si futile. On s'en prendra aux meurtriers armés d'une ceinture explosive dans une salle de spectacle. Nous n'oublierons pas leurs chefs militaro-spirituels du Pakistan, d'Arabie saoudite ou d'Iran qui développent des moyens de destruction encore plus dévastateurs.

Selon le Parti de gauche, l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015 est « un premier pas vers la dénucléarisation de la région ».⁵⁶ Nucléariser, un premier pas contre le nucléaire ? Pardon ? 2 + 2 font-ils encore 4 ? Que ne faut-il pas dire pour ne pas « faire le jeu » de Washington, Ryad ou Tel Aviv, et se ranger derrière la puissance destructrice, militaire ou civile, de l'Iran ! Pour les « anti-impérialistes » les plus monomaniaques, le rééquilibrage des forces au Moyen-Orient consiste donc à soutenir l'escalade atomique. Mais n'était-ce pas déjà la raison du soutien des communistes du monde entier et de leurs compagnons de route au développement de la bombe atomique « soviétique » ? Puis chinoise ? C'est que pour les « anti-impérialistes », la bombe atomique, comme le drone ou le virus « militarisé », est neutre. Tout dépend de qui l'emploie contre qui.

Islam et science

En étudiant les profils sociologiques et les nationalités hétérogènes des combattants d'Allah, Jean Birnbaum conclut dans son livre *Un silence religieux, la gauche face au djihadisme*, contre la *doxa* marxiste, à la relative autonomie de la religion vis-à-vis des conditions matérielles. L'inverse est aussi vrai : le développement techno-scientifique est relativement autonome vis-à-vis de la religion. Que ce soit en Arabie saoudite, en Iran, au Qatar, en Algérie, au Pakistan ou dans les Émirats, se développent conjointement un islam rigide et une culture scientifique et technique de pointe. Au-delà des polémiques autour du Big Bang ou de la théorie de l'évolution, la religion - ici musulmane et garante de la tradition - n'entrave en rien le développement technologique, aussi inhumain soit-il, mais synonyme de progrès. Auguste Comte, père du positivisme, avait annoncé l'avènement de l'âge scientifique au détriment de l'âge théologique. Les deux se mêlent fort bien.

En 1977, le jésuite et philosophe Henri Sanson, Algérien et Français, publie un article académique intitulé « Islam et technologie ». Il commente la nouvelle Charte nationale algérienne, adoptée un an plus tôt, préface de la future Constitution.⁵⁷ Ce qu'il constate, c'est la « cohabitation » entre technologie et islam : « la prétendue traditionnalité et la prétendue modernité font bon ménage. Les pays musulmans font leur entrée dans l'ère, sinon encore de la technologie, du moins de la technique. Il n'en est pas un seul pour refuser les techniques du monde moderne. Aucun n'hésite à les acheter. Aucun n'hésite à s'en servir. Beaucoup même sont engagés dans la course au développement technique », rappelle-t-il. Et peu importe leur degré de

⁵⁵ *Secret atomique*, p.115, *op.cit.*

⁵⁶ lepartidegauche.fr, 26 novembre 2013.

⁵⁷ « Islam et technologie à partir de la Charte Nationale algérienne », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Éditions du CNRS, 1977.

pureté islamique revendiquée. Pour Sanson, « si le monde musulman a pris du retard par rapport au monde moderne, et spécialement dans le domaine de la technologie, c'est parce qu'il a été dominé, colonisé et exploité », et non par « déficience congénitale » due à la religion.

Chez les partisans d'un islam « fondamentaliste », note-t-il, pour lesquels le Coran doit être le *fondement* de toute connaissance et de toute pratique, la relation entretenue avec la technique est celle de la « juxtaposition » : « Au monde de la foi, on apporte le meilleur de son âme. Au monde de la technologie, on apporte ses bras et son intelligence. » Le *Dîn* spirituel et la *Dunyâ* matérielle ne se marchent pas sur les pieds.

Pour l'islam des « docteurs », des « juristes » et des « savants », la relation entretenue entre islam et technologie est celle de l'« adaptation ». Contrairement aux fondamentalistes, les savants seraient « bienveillants » et « au service des hommes ». Pour eux, « la renaissance du monde musulman doit se faire en tenant les deux bouts de la chaîne (l'Islam et la technologie) et en les rapprochant. Plus exactement, tout en maintenant la distinction entre l'Islam et la technologie, il s'agit de réduire la différence qui les sépare. » Le docteur fera œuvre d'« interprétation » du texte pour le bien de sa communauté religieuse, afin de le rendre « compatible » avec la technologie, si ce n'est en faire un « allié ».

Enfin, Henri Sanson repère dans la Charte nationale algérienne un islam de la « tradition vécue » et de l'« action », « qui tient, à la fois, les deux bouts de la chaîne - la tradition et la technologie ». Cet islam prétendument socialiste algérien s'engage dans la « révolution sociale » contre l'« obscurantisme » et le « féodalisme » dans lesquels le colonisateur a maintenu le monde paysan. La Charte rappelle combien « Le peuple algérien est un peuple musulman », et promeut « l'accès à un niveau de plus en plus élevé de la technologie », n'excluant ni les centrales nucléaires, ni le développement de l'« engineering ». Ainsi se conjuguent tradition et modernité : selon la Charte, l'Algérie arabo-musulmane a une « tradition de progrès » et une « foi en l'avenir » – voyez « l'âge d'or islamique ». L'Algérie nouvelle passera donc par ce double impératif qui n'en est qu'un : la spécificité culturelle des Algériens ne saurait s'affirmer sans indépendance technique à l'égard de l'Occident. Dit autrement, comment le Coran s'opposerait-il à un projet de société correspondant aux besoins profonds d'un peuple musulman ? Mais ce que Sanson fait passer pour une voie menant, dans un même mouvement, à la libération matérielle et spirituelle de l'Algérie, n'est que l'étau avec lequel l'oligarchie algérienne opprime son peuple : culturel et islamique d'un côté, technique et économique de l'autre. Ce chantage à l'islamité et à l'indépendance comme outil de terreur idéologique perdure jusqu'à aujourd'hui.

Quarante ans plus tard, Nidhal Guessoum, l'astrophysicien de l'Université de Djeddah et de la NASA cité plus haut, publie *Islam et science* en vue de « construire une approche rigoureuse et respectueuse de la science moderne et de la religion », comme s'il était besoin de les réconcilier dans une « voie médiane ».⁵⁸ Cet ancien chercheur de la NASA et actuel professeur aux Émirats revendique la modernité de « l'esprit d'Averroès ». Le philosophe et physicien d'Al-Andalous a démontré « qu'il était possible de relier la raison aux préceptes essentiels de la foi islamique. » Plutôt que la rhétorique et l'approche dialectique de la connaissance (débat entre experts), Averroès privilégia le mode philosophique déductif, rationnel, logique et objectif pour atteindre le savoir, s'appuyant sur le verset suivant : « Invite [les gens] sur la voie de ton Seigneur avec sagesse et avec une belle prédication, et discute avec eux de la façon la meilleure et la plus gracieuse » (16:125). Au passage, Guessoum établit une surprenante analogie entre la « fabuleuse Cordoue » où résidait le philosophe au XII^e, cité musulmane moderne, artistique, cosmopolite, et la désastreuse Dubaï où il réside, passée en quelques années « d'un désert étouffant et stérile à une

⁵⁸ *Islam et science*, Dervy, 2013.

ville moderne faite de bâtiments de verre, de gigantesques centres commerciaux dotés d'aires de divertissement fantaisistes (incluant une station de sports d'hiver couverte), de gigantesques structures autoroutières avec autoponts et tunnels, et d'un métro aérien et souterrain. » Bref, une mégapole « intelligente » comme Singapour ou la Silicon Valley. Au fait, « la fabuleuse Cordoue » n'était peut-être qu'un désastre, comme Babylone et tant d'autres cités démesurées, célébrées par les poètes et les communicants de leur époque.

Dans son ouvrage, Guessoum se débat avec plusieurs écoles scientifiques et islamiques. Celle des fondamentalistes qui refusent les progrès de la connaissance scientifique, notamment la théorie darwinienne de l'évolution et le Big Bang. Celle, ésotérique, qui utiliserait la science (ou pseudo-science) pour démontrer la véracité de certains passages du Coran (comme la fissure de la lune prétendument annoncée par le prophète). Et celle du matérialisme « hyper-positiviste » occidental dont la futilité s'opposerait à la morale islamique. Il trace sa voie de réconciliation entre science et islam en appuyant l'appel récurrent du Coran à l'« *'ilm* », que l'on traduirait par connaissance-science-observation-sagesse ; ce que les Grecs ont rassemblé sous le terme de « philosophie » : « Et Il vous a assujetti tout ce qui se trouve dans les cieux et sur la terre : voici, en effet, des signes pour ceux qui réfléchissent » (45:13). Ce que le dieu de la Genèse avait dit un millénaire plus tôt : « Faisons l'homme à notre image, selon notre ressemblance, et qu'il domine sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, sur le bétail, sur toute la terre, et sur tous les reptiles qui rampent sur la terre. » (Genèse I, 26) C'est l'époque pendant laquelle, suite à la modification du climat survenue vers 12 000 av. J.C., les nomades se sédentarisent peu à peu entre l'Égypte et la Mésopotamie (le Croissant fertile), sélectionnent les semences pour créer l'agriculture, mettent à l'abri les animaux pour l'élevage.

Les savants ont une place privilégiée dans le Coran, plus que les pieux les plus stricts : « Allah élèvera ceux d'entre vous qui croyez, et ceux à qui est donné le savoir, à un degré considérable » (50:11). Il est permis, voire approuvé, de manger le fruit de l'arbre de la connaissance. Et gare aux faiseurs de tours, « Les malfaisants enseignent la magie aux gens [...] tout en leur disant : "Nous ne sommes rien d'autre qu'une tentation ; gardez-vous de blasphémer" » (2:102). Le Coran serait donc, selon la lecture de Guessoum, un appel à la connaissance scientifique. Reste à savoir si le « savoir », l'*'ilm*, est celui des exégètes ou des rationalistes.

Plus que le droit ou les sciences humaines, rappelle l'astrophysicien, le Coran insiste sur la connaissance des lois naturelles immuables données par Dieu, et que les fidèles doivent étudier pour l'exercice de la foi (pour connaître les moments de prière, le mois du jeûne lié à la visibilité du nouveau croissant de lune, etc). Plus de 750 versets sur les 6 300 que compte le Coran font référence à la connaissance de la nature, au point que Guessoum voit dans le texte sacré une véritable « philosophie de la nature » : « Voyagez à travers la terre et voyez la façon dont Allah a entamé la création » (29:20). Ou encore : « Il est Celui qui a fait du soleil une clarté rayonnante et de la lune une lumière, et qui en a ordonné les phases afin que vous puissiez connaître le nombre des années et le calcul (du temps) » (10:5). Si la connaissance réclamée par le Coran est celle de l'observation, voire de la contemplation, que disent les scientifiques croyants quant à l'ingénierie scientifique inféodée aux besoins de puissance des États, des capitalistes et des armées ? Qu'en est-il de la bombe atomique ?

L'« *'ilm* » serait chargé, en langue arabe, d'un sens moral et éthique que ne comprend pas la traduction française en « science » ou « connaissance ». En Occident, il faut remonter à la « sagesse » de la philosophie grecque pour trouver rassemblées sous un seul et même mot, l'étude des concepts, de l'éthique, des mathématiques, de la nature, etc. L'intellectuel Ziauddin

Sardar, à la fois contributeur des prestigieuses revues scientifiques *Nature* et *New Scientist*, et pourfendeur des fondamentalistes, est connu pour critiquer les aspects les plus dangereux de la science moderne. Il cherche ainsi dans l'islam les moyens d'une science responsable. Guessoum relève certains de ses concepts islamiques qui séparerait les bonnes applications de la science des mauvaises. Celui de *Khilafa* tout d'abord (les ressources de la Terre placées sous la tutelle de l'homme) inciterait les scientifiques à se sentir responsables vis-à-vis de la nature. L'opposition entre *hallaal* (licite) et *haram* (interdit). L'*istilah* (l'intérêt public) contre la *dhaya'* (les pertes). Ou encore l'*adl* (justice) contre la *dhulm* (tyrannie). Autant de considérations théologico-morales frappées du coin de la niaiserie tant la course que se livrent les États et leurs labos de recherche se moque des considérations éthiques.

Une ère de production industrielle de cadavres s'est ouverte avec les camps d'extermination et le bombardement d'Hiroshima. D'un bout à l'autre de la chaîne bureaucratique qui organise le suicide de l'humanité, la morale individuelle est impuissante. Elle ne peut rien contre les méfaits de la science, ni contre l'organisation scientifique du travail, avec sa parcellisation des tâches, ses humains-rouages qui ne font que leur travail – et même s'ils sont très moraux dans leur vie privée (ex : le fonctionnaire nazi Eichmann). Elle ne peut rien comme l'a montré Günther Anders, l'homme n'a même plus conscience de ses créations. Ses monstruosité dépassent l'entendement et même la simple perception. De Hiroshima, il nous dit que « l'événement était trop grand pour que [les victimes] aient pu s'en rappeler et même pour qu'ils aient pu le percevoir. Ce qui vaut pour ceux qui l'ont provoqué et pour ceux qui l'ont subi. [...] C'est pourquoi nous ne savons pas ce que nous faisons ni ce qu'on nous fait. C'est seulement parce qu'il en va ainsi qu'on peut accomplir des actes aussi incroyables, aussi incroyablement inconscients »⁵⁹... que de construire des centrales nucléaires dans des déserts comme ceux d'Arabie.

Que dire de ce « Transhumanisme islamique », dernier-né de cette alliance entre un prétendu archaïsme et la modernité technologique ? Le mouvement se pose la question d'adapter l'islam aux derniers progrès des NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives). Un groupe français confidentiel s'y attelle, sous le nom « Transhumanisme et Islam évolutionnaire »⁶⁰ : « Il ne s'agit plus seulement d'adapter les codes de la charia ou d'ouvrir le champ juridique et canonique à la modernité de l'évolution sociale. Il s'agit plus brutalement de faire les liens avec les révolutions scientifiques et techno-cognitives en cours qui sont en train de bouleverser notre relation à la réalité. » Comparativement à d'autres religions, et notamment au bouddhisme, l'islam serait plus réticent à la reprise en main technologique de l'existence humaine, « les traditions asiatiques [ayant] une plasticité originelle, non encombrée par un créateur normatif transcendant ».⁶¹ Composition de l'Univers, vie éternelle par le transfert de neuro-données sur des bio-machines, hybridation homme-machine, humanité génétiquement modifiée, « et si les fondateurs des religions avaient été traversés par des visions du futur plutôt que de l'au-delà ? », se demandent-ils sérieusement. La biographie du prophète Mohamed leur offre déjà un point d'appui : « Son expérience fondatrice est étrange. Elle semble plus une plongée dans la nuit cosmologique, pleine d'effroi et dont il revient avec angoisse, qu'une ballade dans un monde spirituel traversé de grâces et d'effusions mystiques. » Mohamed rationaliste ? Transhumaniste ? Pourquoi pas. Si les philosophes de « l'âge d'or islamique » donneront aux transhumanistes musulmans de quoi nourrir leur « post-spiritualité prophétique radicale », ils trouveront

⁵⁹ *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, Allia, 2007 (1979 pour la première édition allemande).

⁶⁰ Facebook.com : Communauté « Transhumanisme et islam évolutionnaire ».

⁶¹ Facebook.com : Communauté « Transhumanisme et islam évolutionnaire ».

cependant plus de ressources auprès des centres de recherche des pays musulmans déjà engagés dans cette « révolution copernicienne » qu'ils appellent de leurs vœux.

Les autorités politico-islamiques internationales se penchent en effet sur la question, via l'Organisation de la Coopération islamique (OCI) évoquée plus haut, et sa Banque Islamique de développement. La BID est le levier du capitalisme musulman. Elle disposait de 150 milliards de dollars de capital en 2013.⁶² Depuis 1998, l'OCI interdit officiellement « l'utilisation du génie génétique [...] pour améliorer la race humaine » mais permet « l'utilisation de la bio-ingénierie dans le domaine de l'agriculture et des animaux ». ⁶³ Ce que fait l'Université Kaust avec ses plantes résistantes à la sécheresse. Cependant, la Banque Islamique de Développement, rappelant « l'importance accordée à la quête de connaissances scientifiques depuis les premiers temps de l'Islam » et dans le Coran lui-même⁶⁴, finance des bourses de recherche dans les biotechnologies et les nanotechnologies appliquées aussi bien à la médecine qu'à l'agriculture. Le Comité scientifique et technique de la BID ne semble pas effrayé par la réécriture du matériel génétique des espèces. Il se lance à foi perdue dans la guerre des brevets pour ne pas rater le coche du bio-capitalisme, quitte à frayer avec le transhumanisme pourtant interdit par les éthiciens. Du 24 au 27 mai 2016, l'OCI organisait à Lahore au Pakistan une conférence internationale sur l'édition génomique sous le patronage du Dr. Abdulla Malik, fondateur de l'Institut national des biotechnologies et de l'ingénierie génétique d'Islamabad (section « biotechs » du Commissariat à l'énergie atomique pakistanais).⁶⁵ Les bourses d'études en la matière devraient pleuvoir, comme elles pleuvent déjà, sur les labos de recherche des pays musulmans. Nul doute que dans le monde islamique comme ailleurs, les comités d'éthique s'adapteront aux nécessités du marché selon la règle universelle qui prévaut en la matière : « L'usage précède la loi ». S'il existe des luddites au Pakistan, ils ont tout notre soutien pour saboter cette conférence écocidaire, si ce n'est saccager les labos de recherche en nécrotechnologies à l'instar des membres de la Confédération paysanne en 1998 à Montpellier.

Contre la sacralisation de la puissance

Cet alliage d'archaïsme religieux et de modernité économique n'est ni récent, ni le monopole de l'intégrisme musulman. Il est même la chose du monde la mieux partagée. En même temps qu'il célébrait « la terre » et les valeurs rurales dans un discours écrit par le philosophe juif Emmanuel Berl, le Maréchal Pétain, militaire athée et chef de l'État français, industrialisait l'agriculture à marche forcée, instaurait la planification et les services statistiques, opérant ainsi, loin de la glaise, la « révolution bureaucratique » de la France.⁶⁶ Hitler et Goebbels pouvaient bien invoquer des mythologies païennes au service d'un « Reich millénaire » contre les méfaits de la modernité (incarnée selon eux par les juifs), ils n'en étaient pas moins à la pointe de la recherche scientifique, comme l'attestent leurs programmes nucléaire et balistiques (missiles V2). Les

⁶² Par comparaison la Banque européenne d'Investissement dispose de 232 milliards d'euros de capital, la Banque mondiale de 66 milliards de dollars et la Banque asiatique d'investissement de 100 milliards de dollars (*Le Monde*, 1^{er} juillet 2015).

⁶³ *Islamic Jurisprudence Council of the Islamic World League (Organization of Islamic countries)*, 31 Oct. 1998.

⁶⁴ Site de la B.I.D., isdb.org.

⁶⁵ <http://comstech.org/genome-2016.aspx>

⁶⁶ *Le New Deal français*, Philip Nord, éditions Perrin, 2016 pour la traduction française.

vainqueurs de 1945, Américains, Russes, Anglais, Français, raflèrent d'ailleurs leurs meilleurs ingénieurs et scientifiques afin d'élaborer leurs propres programmes spatiaux et militaires. La technologie a gagné la guerre contre les idéologies qu'étaient le fascisme, le communisme et le libéralisme. Surnommée la « guerre des ingénieurs » ou la « guerre des physiciens », le deuxième conflit mondial opposait les chercheurs en physique nucléaire, chimie, aérodynamique et télécommunications, plus que des idéologues.⁶⁷ Avant même Pearl Harbor, le président américain Roosevelt mobilisait ses scientifiques en créant la *National Defense Research Committee* pour « coordonner, superviser et conduire la recherche scientifique sur les problèmes sous-jacents à la conception, à la production et à l'utilisation des mécanismes et dispositifs militaires ». Sa principale réalisation sera le Projet Manhattan et la bombe atomique. Roosevelt n'en plaçait pas moins son investiture, en 1933, « sous la bénédiction de Dieu » afin qu'il le « guide » et le « protège ». De son côté, le Général De Gaulle invita particulièrement, dans son appel du 18 juin 1940, « les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique [...] à se mettre en rapport avec [lui] ». Il faut pour construire un État, un noyau armé (le *comitatus*⁶⁸), administratif et technique. C'est ce que l'État islamique essaie de constituer dans le chaos irako-syrien, en profitant de la faiblesse des gouvernements chiite et alaouite de Damas et Bagdad.

L'islam n'est pas une religion obscurantiste dans le domaine des sciences et techniques – au contraire. Les États islamiques sont, comme les autres, dirigés par des technocrates et des ingénieurs. Leur puissance internationale dépend autant de leurs complexes militaro-scientifiques que de leur rayonnement idéologique. L'islam fondamentaliste et la technoscience islamique se fortifient mutuellement dans ce qu'on nommait au Moyen-Âge, les domaines « spirituels » et « temporels ».

Les flammes, les sabres, les sourates, les cavaliers, les turbans, les barbes, les voiles et les noirs étendards qui saturent la propagande islamique ne sont que des signes de reconnaissance et des miroirs identitaires. Ce n'est pas de retour au désert, sous la tente, avec leurs chameaux et leurs dattes que rêvent les islamistes, mais de *smart life* dans une *smart (islamic) city*.

Contrairement aux intellectuels, les bigots de la science et les techniciens du sacré *ont les réponses*. Il suffit de se reporter au dogme établi. Ce sont des hommes-machines, incapables de pensée autonome - et donc horrifiés par la pensée, saisis de vertige à l'idée de se pencher sur leur propre vide. Des hommes d'action, avides de *fonctionner*, de remplir les rites et les procédures pour combler leur gouffre intérieur et calmer leur panique.⁶⁹

L'homme, selon Jacques Ellul, ne peut s'empêcher de sacraliser la puissance qui lui est extérieure. La technique ayant détruit la nature, c'est la technique qu'il sacralise.⁷⁰ L'islam technolâtre et le transhumanisme sacralisateur incarnent aujourd'hui les deux pôles de ce monde sans *pourquoi*, mais saturé de *comment* où nous sommes condamnés à résister.

TomJo

31 mai 2016

⁶⁷ Voir le film *Imitation Game* (2014) sur l'apport considérable apporté par l'Anglais Alan Turing dans la victoire des Alliés en décryptant les communications nazies. Il est l'un des inventeurs de l'informatique et de l'intelligence artificielle.

⁶⁸ Voir *Terreur et possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*, Pièces et main d'œuvre, (L'Echappée, 2008)

⁶⁹ *Peste islamiste, anthrax transhumaniste : le temps des inhumains*, Pièces et main d'œuvre, 2015.

⁷⁰ Voir *Le Système technicien*, J. Ellul

Bibliographie

Les Pays d'Islam (VII°-XV°), Ducellier et Micheau, Hachette, 2015.

Engineers of Jihad, Diego Gambetta et Steffen Hertog, Princeton University Press, 2016.

The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations, Michael Ross, Princeton University Press, 2012

Pour une lecture profane des conflits, Georges Corm, La Découverte, 2012

Califat & Barbarie, Tristan Léoni, ddt21.noblogs.org, 2015.

Adresse aux révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays (1965) et Les luttes de classe en Algérie (1966), Internationale situationniste.

L'État islamique. Anatomie du nouveau Califat, Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville, Giovangeli Éditeur, 2014.

Un silence religieux, la gauche face au djihadisme, Jean Birnbaum, Seuil, 2016.

Algérie : les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement, Catherine Simon, La Découverte, 2009.

Autopsie de la révolution, Jacques Ellul, 1969, La Table ronde pour l'édition 2008.

Ingénieurs en Algérie dans les années 1960. Une génération de la coopération, Aïssa Kadri et Mohamed Benguerna, Karthala, 2014

Une guerre (1997) et Secret atomique. La bombe iranienne ou la véritable histoire des otages français au Liban (2002), Dominique Lorentz, Les Arènes.

« Islam et technologie à partir de la Charte Nationale algérienne », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Éditions du CNRS, 1977.

Islam et science, Nidhal Guessoum, Dervy, 2013.

Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?, Günther Anders, Allia, 2007 (1979 pour la première édition allemande).

L'expansion du califat

